

CPE: une mine d'or pour les femmes [CA-QC] ^[1]

Author: Orfali, Philippe

Source: La Presse

Format: Article

Publication Date: 16 Nov 2008

AVAILABILITY

See text below.

Translated highlights:

11 years ago, Quebec created a system of early childhood centres. It's goal: to give some respite to families, who were paying high fees each day. Eleven years later, \$5 (then \$7) a day child care has had unexpected benefits: the number of women in the labor market has jumped 30%. And they are more educated and wealthier than ever.

"Obviously, this is not the sole factor, but the creation of nurseries at the reduced contribution was one of the determinants of the influx of women into the labour market", says economist Pierre Lefebvre, author of a series of studies on the presence of mothers on the labour market.

....

Across the province, tens of thousands of women have been able to enter the job market since the establishment of the CPE system.

"In 1997, nearly 60% of single mothers raising young children living below the poverty line. Seven years later (in 2004), this proportion had dropped to 30%. And it has continued to decline" says the General Director of the Quebec Association of CPE, Jean Robitaille.

EXCERPTS

Il y a 11 ans, Québec a créé les centres de la petite enfance. Son objectif : donner un peu de répit aux familles, qui déboursaient alors des dizaines de dollars par jour pour faire garder leurs enfants. Onze ans plus tard, ces garderies à 5 \$, puis à 7 \$, ont eu des retombées inespérées : le nombre de femmes sur le marché du travail a bondi de 30 %. Et elles sont plus instruites et plus riches que jamais.

«Évidemment, il ne s'agit pas du seul et unique facteur, mais la création des garderies à contribution réduite a été l'un des points déterminants de l'arrivée en masse des femmes sur le marché du travail», estime l'économiste Pierre Lefebvre, auteur d'une série d'études sur la présence des mères sur le marché du travail. C'est grâce à la création des garderies à 5 \$ que Nathalie Fontaine a pu retourner aux études et, une fois son diplôme en poche, se trouver un emploi... dans un CPE. Selon cette mère de quatre enfants, il aurait été «totalement impossible» à sa famille de se payer le luxe d'un service de garde dans l'ancien système. «Mon partenaire gagne 11 \$ l'heure et, avant d'avoir mon deuxième enfant, j'étais caissière chez Metro. L'existence des garderies à 5 \$ m'a donné les moyens de retourner aux études», dit-elle.

La jeune femme a longuement soupesé les pour et les contre avant de faire le saut. Dans tous les cas, le verdict était clair. «Avec les enfants en garderie et deux salaires, nous allions pouvoir joindre les deux bouts beaucoup plus facilement. C'est ce qui m'a poussée à retourner au travail», confie Mme Fontaine.

Le cas de Nathalie Fontaine n'est pas unique. À l'échelle de la province, des dizaines de milliers de femmes ont pu gagner le marché de l'emploi depuis la création des CPE. «En 1997, près de 60 % des mères qui élevaient seules des enfants en bas âge vivaient sous le seuil de la pauvreté. Sept ans plus tard (en 2004), cette proportion avait chuté à 30 %. Et ça a continué à diminuer», soutient le directeur général de l'Association québécoise des CPE, Jean Robitaille.

La Loi sur l'équité salariale, la prime au travail, le salaire minimum québécois - le plus élevé en Amérique du Nord - et les congés parentaux y sont aussi pour beaucoup. «L'impact de ces mesures sociales est manifeste. La hausse du revenu de la femme a été la source des trois quarts de l'augmentation du revenu médian (des couples) au Québec depuis 10 ans», a constaté l'économiste Pierre Fortin dans une étude portant sur l'essor du revenu de la classe moyenne québécoise.

Élément-clé de la politique familiale du Parti québécois dévoilée en 1996, les garderies à contribution réduite (communément appelées centres de la petite enfance) ont vu le jour l'année suivante, sous la houlette de Pauline Marois, alors ministre de la Famille.

À l'époque, le programme de places à 5 \$ coûtait 290 millions par année à l'État québécois et ne s'adressait qu'aux enfants de 4 ans. Dix ans plus tard, c'est plus de 1,7 milliard qu'investit la province dans ce programme ouvert à tous. La promesse du premier ministre Jean Charest d'offrir 220 000 places en garderie d'ici la fin de 2009 devrait coûter 2 milliards aux contribuables.

- reprinted from La Presse

Related link: [Google Translate](#) [2]

Region: [Canada](#) [3]

[Quebec](#) [4]

Tags: [affordability](#) [5]

Source URL (modified on 27 Jan 2022): <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/08/11/cpe-une-mine-dor-pour-les-femmes-ca-qc>

Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/08/11/cpe-une-mine-dor-pour-les-femmes-ca-qc> [2] <http://translate.google.com/> [3]

<https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7864> [4] <https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855> [5]

<https://childcarecanada.org/category/tags/affordability>